COMMUNIQUE

Violences policières à l'encontre des manifestant.es du 17 octobre 2026

L'UFICT CGT services publics dénonce les violences policières commises à l'encontre des manifestant.es depuis le début du mouvement social initié par les lycéen.nes et notamment celles commises contre le carré de tête de la manifestation du 17 octobre dernier à Toulouse au cours desquelles plusieurs dirigeant.es syndicaux ont été blessé.es et, parmi eux, Natacha POMMET, secrétaire générale de notre Fédération. Nous leur apportons notre entier soutien.

Comment en République charger (et autoriser à charger) des cortèges de manifestant.es comptant de nombreux. lycéen.nes et ne pas entendre notamment le désespoir légitime d'une jeunesse qui ne revendique que la possibilité de pouvoir apprendre dans des conditions correctes et de se construire un avenir sans dépendre injustement d'un logiciel opaque et reposant sur une pseudo méritocratie qui écrase les plus vulnérables ? Comment ne pas comprendre la colère de leurs professeur.es qui se joignent à leurs revendications tandis qu'elles et ils subissent un sous effectifs depuis des années, sous payé.es et privé.es des moyens nécessaires à dispenser leurs enseignements ?

Ces graves entraves aux libertés publiques sont assumées par un président de la République et son gouvernement pour maintenir, au profit des ultra riches et des grandes entreprises, un système de classe qui s'obstine depuis plusieurs années, malgré les colères montantes, à saigner les travailleuses et travailleurs, celles et ceux qui produisent des richesses et que l'on prive de plusieurs années de retraite, et les services publics seuls capables d'en assurer la redistribution équitable et solidaire.

Le projet de loi de finances pour 2027 en est un énième exemple qui en devient de la provocation : il vient une fois de plus, vider les caisses des services publics de plusieurs milliards pour les mettre au service des profits d'une oligarchie dirigeantes et patronales.

Pourtant, les services publics sont à genou. Les moyens qui leur sont attribués sont réduits à l'os tandis que le président refuse toujours de rétablir l'ISF, de davantage taxer les grandes fortunes et de créer une taxe sur les super profits des entreprises cotées en bourse. Total se gave tandis que les travailleurs.ses ne sont plus en capacité de payer leur plein d'essence !

Les plus de 5 millions d'agentes et agents du service public voient leur pouvoir de vivre se transformer en incapacité à survivre. Toujours pas de dégel du point d'indice, des rémunérations au pseudo mérite pour les plus zélé.es des serviteur.es quitte à s'asseoir sur les principes des services publics et des conditions de travail qui se détériorent au plus haut point : des effectifs en berne par le gel des postes statutaires, le non remplacement des départs en retraite, la multiplication du recours aux embauches contractuelles précaires…

Les ingénieur.es, cadres, technicien.nes et agent.es de maîtrise (ICTAM) sont paupérisé.es de la même manière et victimes de réformes de déqualification de leur expertise et du sens de leur travail.

Elles et ils subissent par ailleurs des outils numériques imposés qui explosent les collectifs de travail. Le déploiement à outrance et sans aucun contrôle des systèmes énergivores d'intelligence artificielle (IA) menace les effectifs et entravent même les ICTAM dans leur capacité à pouvoir exercer leurs droits et devoirs statutaires, comme celui de devoir refuser les ordres manifestement non conformes à l'intérêt général ou illégaux. L'UFICT-CGT des services publics revendique un droit d'alerte technologique et éthique pour les ICTAM et le renforcement d'une réelle démocratie sociale au sein du travail.

La colère monte, déborde même et le gouvernement n'a pour seule réponse que celle de la coercition du droit de manifester et ce, de manière de plus en plus violente quitte à mutiler des enfants et des manifestant.es. Ce même gouvernement a pris la responsabilité de réprimer le mouvement social et de ne pas protéger les travailleurs et travailleuses parmi lesquel.les de nombreux agentes et agents territoriaux. Il y a urgence démocratique pour le gouvernement et ses forces de l'ordre à cesser la répression des libertés publiques et à en revenir au droit et à la raison ! Sans parler du boulevard que cette surdité sociale et démocratique du gouvernement ouvre grand pour passer des dérives autoritaires à un pouvoir totalitaire !

L'UFICT CGT des services publics, aux côtés de la Fédération CGT des services publics et de la Confédération CGT appelle l'ensemble de ses affilie.es à continuer de se joindre au mouvement social en cours initié par les lycéen.nes.

Pour l'avenir des – futur.es - travailleureuses et pour un monde meilleur, on est encore et toujours là ! Rendez-vous le 5 novembre !

Montreuil, le 22 octobre 2026